22 01. 1974
Transmis à M.
Overgezonden aan de H.

YC. L. 11.945/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et par le Secrétaire d'Etat au Budget, le 31 octobre 1973, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant dissolution de la Caisse des ouvriers de l'Etat et reprise des pensions payées à charge de cette Caisse", a donné le 21 novembre 1973 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 31e oktober 1973 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en door de Staatssecretaris voor Begroting verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende ontbinding van de Rijkswerkliedenkas en overname van de ten laste van deze Kas uitbetaalde pensioenen", heeft de 21e november 1973 het volgend advies gegeven :

Bien que la Caisse de retraite des ouvriers de l'Etat ait été instituée par un arrêté royal, le législateur est intervenu à plusieurs reprises pour modifier ce régime ou pour s'y référer. Dans ces conditions, et compte tenu de l'article 144 de la Constitution, le recours à un projet de loi se justifie.

Article 1er.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

La Caisse des ouvriers de l'Etat est dissoute".

Ce texte ne reprend pas les différentes références qui figurent à l'article 1er du projet. Elles feront l'objet de l'abrogatoire figurant à l'article 7 proposé ci-après.

Article 2.

Le projet ne mentionne comme actif que la quote-part de pensions de retraite à rembourser à la Caisse des ouvriers de l'Etat en application de la loi du 14 avril 1965. Or, les éléments que le projet considère comme le passif de la Caisse, c'est-à-dire les pensions, quote-part,

.../...

pécule de vacances et secours qu'elle doit payer peuvent donner lieu à un actif dans la mesure où la Caisse aurait payé certaines sommes indûment et pourrait en exiger le remboursement.

Pour éviter les difficultés qui se présenteraient si l'énumération faite à l'article 2 n'était pas complète, il est proposé de prévoir d'une façon générale la reprise par le Trésor public ou les organismes visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 de l'actif et du passif de la Caisse.

Il résulte des explications données par le délégué du Gouvernement qu'il n'y a pas lieu de prévoir le transfert de certains éléments de l'actif et du passif de la Caisse aux organismes auxquels a été rendue applicable la loi du 28 avril 1958, relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, car il n'existe pas d'ouvriers de ces organismes qui soient affiliés à la Caisse des ouvriers de l'Etat.

Le délégué du Gouvernement propose de modifier l'article 2 en prévoyant expressément le cas des ouvriers de la Régie des Postes qui, en vertu de l'article 21 de la loi du 6 juillet 1971, créant cette Régie, bénéficient d'un régime de retraite identique à celui des agents de l'Etat.

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

§ 1er. L'actif et le passif relatifs aux pensions de retraite en cours à charge de la Caisse des ouvriers de l'Etat, aux pensions temporaires, à la quote-part des pensions de retraite due en application de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, au pécule de vacances et aux secours accordés en vertu de ces régimes de pensions de retraite, ainsi qu'aux autres droits et obligations résultant de ces régimes et gérés par ladite Caisse sont repris par le Trésor public, s'ils se rapportent à d'anciens agents de l'Etat ou de la Régie des Postes.

§ 2. L'actif et le passif visés au § 1er sont repris par l'oganisme intéressé, s'ils se rapportent à d'anciens agents des organismes auxquels s'applique l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat".

.../...

Article 3.

Cet article omet de faire figurer dans l'actif les cotisations destinées au paiement des pensions de survie.

Pour cette raison et pour celles qui sont indiquées dans l'observation relative à l'article 2, le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

Sont repris par le Trésor public l'actif et le passif relatifs aux pensions de survie en cours à charge de la Caisse des ouvriers de l'Etat, à la quote-part des pensions de survie due en application de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, au pécule de vacances et aux secours accordés en vertu de ces régimes de pensions de survie ainsi qu'aux autres droits et obligations résultant de ces régimes et gérés par ladite Caisse".

Article 4.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 4.-

Les agents en service lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, et qui auraient pu prétendre au moment de leur mise à la retraite à une pension en vertu de l'arrêté royal du 1er juillet 1937 pourront, par dérogation à l'article 1er de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, prétendre à une pension en application de cette dernière loi et des lois qui l'ont complétée.

Les pensions à charge du Trésor public ou des organismes tombant sous l'application de l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 qui seront accordées aux agents en service lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ne pourront être inférieures au montant auquel les intéressés auraient pu prétendre sur base de l'arrêté royal du 1er juillet 1937".

Article 5.

Le projet implique que la loi générale du 21 juillet 1844 est applicable aux ouvriers de l'Etat. Si cette solution n'était pas admise, il en résulterait qu' après l'abrogation de l'arrêté royal du 1er juillet 1937, les ouvriers de l'Etat ne seraient plus soumis à un régime de pensions du secteur public. Afin de supprimer tout

.../...

doute à cet égard, il est proposé de modifier l'article ler de la loi générale du 21 juillet 1844 en remplaçant le mot "employés" par le mot "agents", de dernier terme désignant les membres du personnel que l'on peut qualifier d'"ouvrier" aussi bien que ceux que l'on peut qualifier d'"employé". La même modification devrait être apportée aux articles 6 et 7 de cette loi.

Il est, dès lors, proposé d'insérer dans le projet un article nouveau rédigé de la façon suivante :

"Article 5.-

Dans les articles ler, alinéa ler, et 6 A, alinéa 2, de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

Dans l'article 7 de la loi précitée, le mot "employé" est remplacé par le mot "agent".

Article 6.

Certaines dispositions législatives se réfèrent à la Caisse des ouvriers de l'Etat. On peut citer comme exemples :

.../...

1° la loi du 30 avril 1958 modifiant les arrêtés royaux n°s 254 et 255 du 12 mars 1936 unifiant les régimes de pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et des membres de l'armée et de la gendarmerie et instituant une indemnité de funérailles en faveur des ayants droit des pensionnés de l'Etat;

2° l'article 1er de la loi du 27 juillet 1962 établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public;

3° l'article 1er de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur publics;

4° l'article 1er de la loi du 4 juillet 1966 accordant un pécule de vacances aux pensionnés des services publics;

5° l'article 1er de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé.

Il paraît, dès lors, utile de permettre au Roi d'adapter le texte de ces lois -ou du moins de certaines d'entre elles- en tenant compte de la dissolution de la Caisse des ouvriers de l'Etat. Il est, dès lors, proposé d'insérer dans le projet un article nouveau rédigé de la façon suivante :

.../...

"Article 6.-

Le Roi est autorisé à apporter aux dispositions législatives existantes les modifications rendues nécessaires par la dissolution de la Caisse des ouvriers de l'Etat".

Article 7.

(voir l'observation formulée à propos de l'article 1er.).

"Article 7.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 1er juillet 1937 portant les statuts de la Caisse des ouvriers de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 30 novembre 1938, par les arrêtés du Régent du 19 octobre 1948 et du 7 janvier 1949, par les arrêtés royaux du 19 mars 1952, du 3 octobre 1957, du 9 décembre 1957 et du 8 septembre 1958, par les lois du 10 octobre 1967 et du 6 février 1970 et par les arrêtés royaux du 7 juin 1971, du 11 septembre 1972, du 25 janvier 1973 et du 27 juillet 1973;

2° l'arrêté royal du 4 janvier 1940 qui est relatif au stage probatoire des agents affiliés à la Caisse des ouvriers;

.../...

3° l'arrêté ministériel du 14 novembre 1950 désignant les catégories d'ouvriers du Ministère des Colonies admis à bénéficier des avantages de la Caisse des ouvriers du département des postes, télégraphes et téléphones;

4° l'arrêté ministériel du 23 mai 1951 étendant au personnel de maîtrise, aux gens de métier et de service du Ministère de l'Agriculture, le bénéfice des avantages accordés par la Caisse des ouvriers du département des postes, télégraphes et téléphones".

Ofschoon de Rijkswerkliedenkas bij een koninklijk besluit is ingesteld, is de wetgever herhaaldelijk opgetreden om die regeling te wijzigen of ernaar te verwijzen. Onder die omstandigheden en gelet op artikel 144 van de Grondwet, is een ontwerp van wet hier verantwoord.

Artikel 1.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

De Rijkswerkliedenkas wordt ontbonden".

In deze tekst zijn de verschillende verwijzingen die in artikel 1 van het ontwerp staan, niet opgenomen. Zij komen voor in de opheffingsbepaling onder het hierna voorgestelde artikel 7.

Artikel 2.

Het ontwerp vermeldt als activa alleen het krachtens de wet van 14 april 1965 aan de Rijkswerkliedenkas terug te betalen aandeel in rustpensioenen. De bestanddelen welke het ontwerp als passiva van de Kas beschouwt, namelijk door haar te betalen pensioenen, aandelen in rustpensioenen, vakantiegeld en steungeld, kunnen echter activa worden in zover de Kas bepaalde sommen ten onrechte mocht hebben betaald en de terugbetaling ervan mocht vorderen.

.../...

Ten einde de moeilijkheden te ondervangen die zich zouden voordoen als de opsomming in artikel 2 niet volledig mocht zijn, stelt de Raad voor, in het algemeen te bepalen dat de activa en passiva van de Kas worden overgenomen door de Staatskas of door de instellingen bedoeld in het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935.

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, hoeft niet te worden voorzien in de overdracht van sommige bestanddelen van de activa en de passiva van de Kas aan instellingen waarop de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden toepasselijk is verklaard, want er zijn in die instellingen geen werklieden die bij de Rijkswerkliedenkas zijn aangesloten.

De gemachtigde van de Regering stelt voor artikel 2 zo te wijzigen dat uitdrukkelijk wordt voorzien in het geval van de werklieden van de Regie der posterijen die, krachtens artikel 21 van de wet van 6 juli 1971 tot oprichting van die Regie, eenzelfde pensioenregeling genieten als de Rijksambtenaren.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 2.-

§ 1. Activa en passiva betreffende de lopende rustpensioenen ten laste van de Rijkswerkliedenkas, de tijdelijke pensioenen, het aandeel in de rustpensioenen dat

.../...

verschuldigd is krachtens de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, het vakantiegeld en het steungeld toegekend op grond van die regelingen inzake rustpensioenen, alsook betreffende de andere rechten en verplichtingen welke uit die regelingen volgen en door die Kas worden beheerd, worden door de Staatskas overgenomen als zij betrekking hebben op gewezen Rijksambtenaren of gewezen ambtenaren van de Regie der posterijen.

§ 2. De in § 1 bedoelde activa en passiva worden door de betrokken instelling overgenomen als zij betrekking hebben op gewezen ambtenaren van de instellingen waarop het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat, toepassing vindt".

Artikel 3.

Dit artikel vermeldt onder de activa niet de bijdragen die bestemd zijn voor het betalen van de overlevingspensioenen.

Daarom, en ook om de redenen die zijn opgegeven in de opmerking betreffende artikel 2, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3.-

Door de Staatskas worden overgenomen de activa en passiva betreffende de lopende overlevingspensioenen ten laste van de Rijkswerkliedenkas, betreffende het aandeel in

.../...

de overlevingspensioenen dat verschuldigd is krachtens de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, het vakantiegeld en het steungeld toegekend krachtens die regelingen inzake overlevingspensioenen, alsook betreffende de andere rechten en verplichtingen welke uit die regelingen volgen en door die Kas worden beheerd".

Artikel 4.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 4.-

Personeelsleden die bij de inwerkingtreding van deze wet in dienst zijn en op het tijdstip van hun pensionering aanspraak zouden hebben kunnen maken op een pensioen krachtens het koninklijk besluit van 1 juli 1937, kunnen, in afwijking van artikel 1 van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, aanspraak maken op een pensioen op grond van die wet en van de wetten tot aanvulling ervan.

De pensioenen ten laste van de Staatskas of van instellingen die onder toepassing vallen van het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935, die worden toegekend aan personeelsleden in dienst bij de inwerkingtreding van deze wet, mogen niet lager zijn dan het bedrag waarop de betrokkenen aanspraak zouden kunnen maken op grond van het koninklijk besluit van 1 juli 1937".

.../...

Artikel 5.

Het ontwerp sluit in dat de algemene wet van 21 juli 1844 van toepassing is op de Rijkswerklieden. Mocht deze oplossing niet worden aangenomen, dan zou daaruit volgen dat de Rijkswerklieden na de opheffing van het koninklijk besluit van 1 juli 1937 niet meer onder een pensioenregeling van de overheidssector zouden vallen. Om iedere twijfel weg te nemen stelt de Raad voor de algemene wet van 21 juli 1844 te wijzigen door in de artikelen 1 en 6 A, tweede lid, de woorden "Rijksambtenaren" respectievelijk "ambtenaren en bedienden" te vervangen door de woorden "ambtenaren en personeelsleden" en in artikel 7 het woord "Rijksambtenaar" te vervangen door de woorden "ambtenaar of personeelslid".

Derhalve wordt voorgesteld in het ontwerp een nieuw artikel in te voegen als volgt :

"Artikel 5.-

In de artikelen 1, eerste lid, en 6, A, tweede lid, van de algemene wet van 21 juli 1844 betreffende de burgerlijke en kerkelijke pensioenen worden de woorden "Rijksambtenaren" respectievelijk "ambtenaren en bedienen" vervangen door de woorden "ambtenaren en personeelsleden".

In artikel 7 van dezelfde wet wordt het woord "Rijksambtenaar" vervangen door de woorden "ambtenaar of personeelslid".

.../...

Artikel 6.

Een aantal wetsbepalingen verwijzen naar de Rijkswerkliedenkas, bijvoorbeeld :

1° de wet van 30 april 1958 tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs 254 en 255 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Rijkspersoneel en van de leden van het leger en van de Rijkswacht, en tot instelling van een begrafenisvergoeding ten gunste van de rechthebbenden van gepensioneerde Rijksambtenaren;

2° artikel 1 van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist;

3° artikel 1 van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregeling van de openbare sector;

4° artikel 1 van de wet van 4 juli 1966 tot toekenning van een jaarlijks vakantiegeld aan de gepensioneerden van de openbare diensten;

5° artikel 1 van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector.

Het lijkt dan ook dienstig de Koning te machtigen om de tekst van die wetten - of althans van sommige ervan - aan te passen nu de Rijkswerkliedenkas wordt ontbonden. Derhalve wordt voorgesteld in het ontwerp een nieuw artikel in te voegen als volgt :

.../...

"Artikel 6.-

De Koning is gemachtigd om in de bestaande wetsbepalingen de wijzigingen aan te brengen waartoe de ontbinding van de Rijkswerkliedenkas aanleiding geeft".

Artikel 7.

(zie de opmerking bij artikel 1).

"Artikel 7.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 1 juli 1937 houdende de statuten van de Rijkswerkliedenkas, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 november 1938, bij de besluiten van de Regent van 19 oktober 1948 en 7 januari 1949, bij de koninklijke besluiten van 19 maart 1952, 3 oktober 1957, 9 december 1957 en 8 september 1958, bij de wetten van 10 oktober 1967 en 6 februari 1970 en bij de koninklijke besluiten van 7 juni 1971, 11 september 1972, 25 januari 1973 en 27 juli 1973;

2° het koninklijk besluit van 4 januari 1940 dat betrekking heeft op de proeftijd van de bij de Werkliedenkas aangesloten bedienden;

3° het ministerieel besluit van 14 november 1950 tot aanwijzing van de categorieën van werklieden van het Ministerie van Koloniën die in aanmerking komen voor de voordelen van de Werkliedenkas van het departement van posterijen, telegrafie en telefonie;

.../...

4° het ministerieel besluit van 23 mei 1951 waarbij het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Ministerie van Landbouw worden verleend de voordelen toegekend door de Werkliedenkas van het departement van posterijen, telegrafie en telefonie.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. TAPIE, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.